



**Arrêté préfectoral complémentaire n°2025 - 2493 du 18 décembre 2025
modifiant les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et ses
installations annexes (installations de traitement de matériaux, centrale de malaxage, plate-forme de
transit des matériaux) exploitées par la société CHRISTIAENS sur le territoire des communes
de Mouzay (55700) et de Lion-devant-Dun (55110)**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 autorisant la société CHRISTIAENS à exploiter, sur le territoire des communes de Mouzay (55700) et de Lion-devant-Dun (55100), une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et ses installations annexes (installation de traitement de matériaux, centrale de malaxage, plate-forme de transit des matériaux) ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Grand Est SRA n°2021/L266 du 6 avril 2021 modifiant l'arrêté SRA n°2021/L169 du 23 février 2021 prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique en zone 1 d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires susvisée ;

Vu la demande de modification des conditions de réaménagement transmise par la société CHRISTIAENS le 12 avril 2024 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par la société CHRISTIAENS le 27 mars 2025 au titre de l'article R.122-2 du Code de l'environnement, relative à l'augmentation des surfaces boisées sur les zones 3 et 4 ;

Vu la décision préfectorale n°2025/3 du 5 mai 2025, de non-soumission à évaluation environnementale, prise en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande transmise par la société CHRISTIAENS le 21 août 2025, relative à la modification du plan de phasage d'exploitation, consécutive à l'arrêté de prescription archéologique du 6 avril 2021 modifié susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé LD/606-2025 du 2 décembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 8 décembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral, reçues le 12 décembre 2025 ;

.../...

Vu l'analyse de ces observations, effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 15 décembre 2025 ;

Vu le courriel de l'exploitant du 16 décembre 2025 informant l'autorité préfectorale de l'absence d'autres observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant l'absence de nouvelle activité au sens de la nomenclature des installations classées et de la nomenclature IOTA ;

Considérant que les évolutions proposées par la société CHRISTIAENS, qui portent sur :

- la modification des conditions de remise en état des zones 3 et 4, avec réduction de la surface en eau et augmentation des surfaces boisées et prairiales,
- la modification du plan de phasage d'exploitation des zones 1 et 2, rendue nécessaire par les prescriptions archéologiques,

n'engendrent pas d'impact ou de risque supplémentaire sur l'environnement physique, naturel et humain, et ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'au vu des éléments d'appréciation portés à la connaissance du Préfet de la Meuse, les modifications projetées revêtent un caractère notable et non-substantiel ;

Considérant qu'il convient d'acter ces modifications par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société CHRISTIAENS, n° de SIRET 305 836 371 00057, dont le siège social est situé RD 87, lieu-dit « le Bochet de la Lorraine » à EPAUX-BEZU (02400), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et ses installations annexes (installation de traitement de matériaux, centrale de malaxage, plate-forme de transit des matériaux) situées sur le territoire des communes de Mouzay (55700) et de Lion-devant-Dun (55110), sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, qui viennent modifier et compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-2405 du 14 octobre 2013.

Article 2 : Classement des activités

L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2013-2405 du 14 octobre 2013 est modifié de la façon suivante :

«

Les activités autorisées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Désignation	Capacité de l'activité ou de l'installation	Régime
2510-1	Exploitation à ciel ouvert et en eau d'une carrière de matériaux alluvionnaires	Production moyenne : 155 000 t/an Production maximale : 180 000 t/an	A
2515-1-a	Une installation fixe de traitement des matériaux d'une puissance installée de 350 kW Une centrale de malaxage d'une puissance installée de 88 kW	Puissance totale installée : 438 kW	E

A : autorisation, E : enregistrement

»

Article 3 : Remise en état du site

Les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

«

9.1 – Règles générales

En fin d'exploitation, l'exploitant remet le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

La remise en état des lieux est précisée par le plan de réaménagement annexé au présent arrêté et est effectuée conformément aux modalités définies ci-après.

9.2 – Échéances

La remise en état est réalisée de façon coordonnée à l'extraction selon les modalités prévues dans l'étude d'impact initiale, telles que modifiées par le dossier de porter à connaissance déposé en préfecture le 12 avril 2024 et complété le 21 août 2025.

L'extraction de matériaux alluvionnaires doit être terminée au plus tard dans les 12 mois qui précèdent la date d'expiration de l'autorisation.

La dernière année est destinée à finaliser la remise en état et le réaménagement des dernières zones exploitées.

9.3 – Suivi floristique et faunistique

L'exploitant réalise un suivi floristique et faunistique annuel sur la bande des 10 m entourant la prairie de fauche de la zone n° 4 et sur les parties réaménagées de la carrière. Ce suivi, qui est conservé sur site, est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

9.4 – Principes du réaménagement

Le réaménagement de la carrière respecte les dispositions suivantes :

- *Aménagement de plans d'eau sur la zone IT « Le Châtelet » et sur les zones 1 et 2, avec renforcement du boisement du Châtelet à hauteur de 2,4 ha.*
- *Création d'une zone humide en lieu et place du bassin de décantation des fines de lavage.*
- *Aménagement de plans d'eau sur les zones 3 et 4, assortis d'adaptations spécifiques prévues par les dossiers relatifs à la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de 2024/2025 :*
 - *En zone 3, le plan d'eau est légèrement réduit, les berges filtrantes sont renforcées, les surfaces boisées augmentées et un îlot est créé dans la partie sud.*
 - *En zone 4, le plan d'eau est réduit, les surfaces boisées et prairiales sont accrues, assurant une meilleure intégration paysagère et écologique.*

Sa mise en œuvre s'attache particulièrement au respect des points principaux suivants :

- **Remise en état des pistes**

Les pistes sont remises en état au fur et à mesure de l'avancée des travaux d'exploitation et de réaménagement. La découverte décapée lors de leur réalisation est remise en place, puis enherbée après un travail superficiel du sol permettant d'émietter et de tasser légèrement la terre de surface.

- **Aménagement des plans d'eau**

Un linéaire de berges talutées à 20°/30° est réalisé à l'aide des matériaux de découverte, après un remblaiement partiel de certains secteurs, ainsi que des berges drainantes créées majoritairement au niveau des plans d'eau perpendiculaires au sens d'écoulement de la nappe, en talutant dans la masse (berges brutes d'exploitation).

Des zones de haut-fond formant parfois des anses sont créées, et un aménagement de type roselière est mis en place sur la zone humide du bassin de décantation des fines de lavage.

- **Végétalisation**

Les prairies de fauche situées sur les marges des plans d'eau sont maintenues et remises en état.

Un transfert de sol destiné à conserver la banque de graines du sol est effectué depuis la zone n°4 jusqu'à la zone n°3. Ce transfert est réalisé en combinant les techniques de « transfert en vrac » et de « transfert sous forme de banquettes ».

Les haies d'arbres et d'arbustes maintenues sur la zone autorisée ainsi que le boisement du « Châtelet » sont complétés par des plantations d'essences locales au niveau de certains contours des plans d'eau, implantées préférentiellement suivant un axe nord/sud.

Au niveau de la zone n°1, ces plantations sont positionnées à plus de 3 m du haut talus fossé de la RD 964.

9.5 – Remblaiement

Le remblaiement par matériaux extérieurs est strictement interdit. Les remblaiements liés au réaménagement de la carrière sont uniquement réalisés avec des matériaux issus de l'exploitation.

9.6 – Qualité des sols et des eaux

L'exploitant veille à prévenir tout dépôt sauvage et à garantir la qualité des sols et des eaux dans le cadre du réaménagement.

9.7 – Nettoyage du site

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant procède au nettoyage complet de tous les abords avec enlèvement de tous les matériaux, matériels, détritiques et débris divers.

»

Article 4 : Garanties financières

L'article 11.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2013-2405 du 14 octobre 2013 est modifié de la façon suivante :

«

11.2 – Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et du réaménagement prévu, le montant TTC des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé pour la période d'exploitation concernée, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la-dite période. Ce montant correspond aux valeurs suivantes :

Phase 5 (2023-2028) : 656 935,00 €

Phase 6 (2028-2033) : 512 953,00 €

Phase 7 (2033-2034) : 205 784,00 €

»

Article 5 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex – Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 7 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1^{er}, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 8 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de Mouzay et de Lion-devant-Dun, pendant une durée minimale d'un mois et pourra être consultée par toute personne intéressée. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera établi par les soins des Maires.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 : Exécution et information

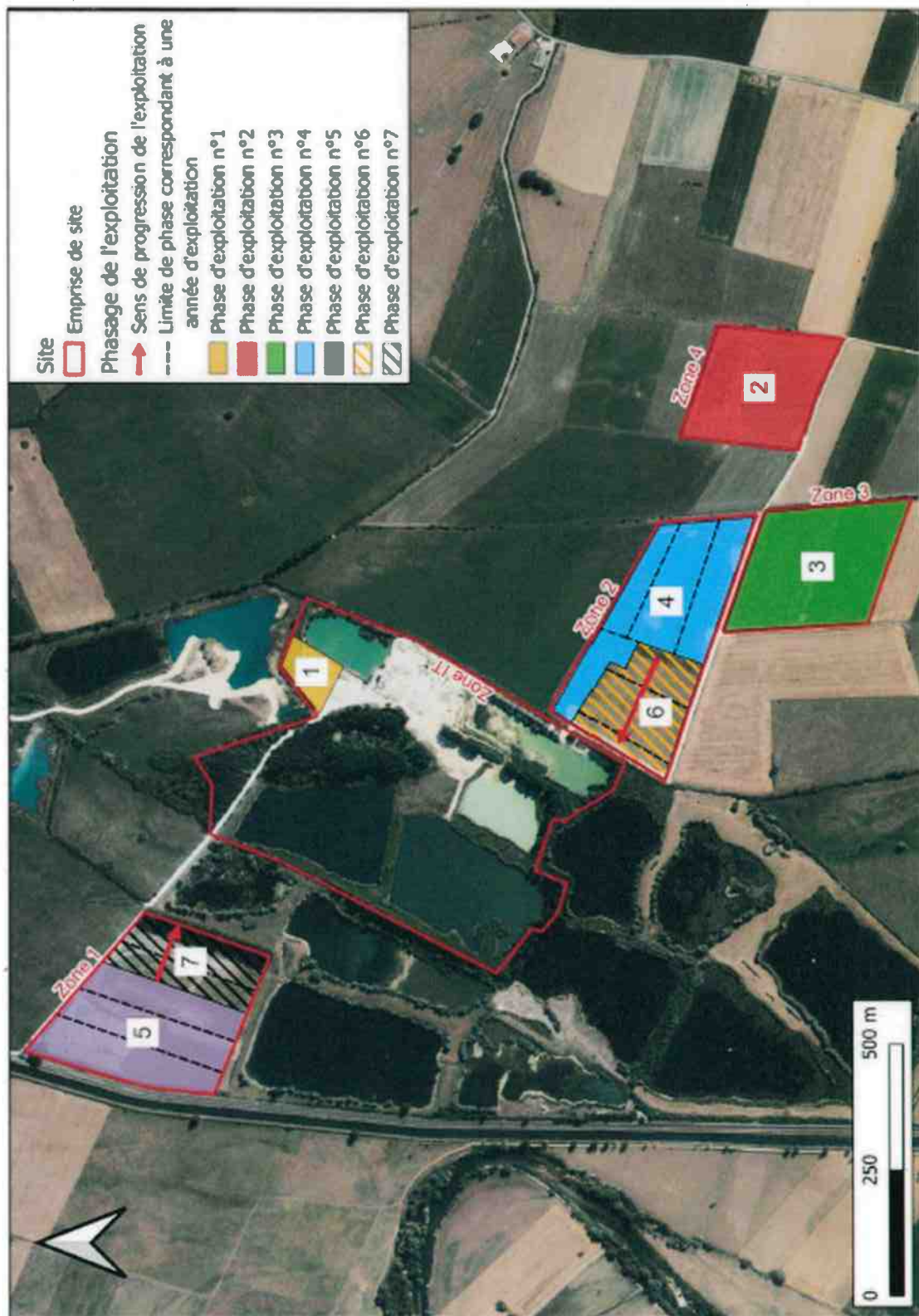
Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et les Maires de Mouzay et de Lion-devant-Dun sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société CHRISTIAENS et adressée, pour information, à la direction régionale des affaires culturelles Grand Est, à la direction départementale des territoires de la Meuse, à la délégation territoriale Meuse de l'agence régionale de santé Grand Est, au conseil départemental de la Meuse et à la Sous-Préfète de l'arrondissement de Verdun.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

Plan de phasage d'exploitation



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Christian ROBBE-GRILLET

Plan de réaménagement final



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Christian ROBBE-GRILLET

